

le monde libertaire



10,00 F

Pour changer l'école, la révolution reste à faire

«**N**OS ÉLÈVES SONT partis pour être des consommateurs enthousiastes et des travailleurs dociles. Pour eux, l'utopie, c'est la norme, c'est avoir une maison, un boulot, des enfants.» (1) Tel est le constat d'un professeur de français en ce mois de mai 1998! Constat un brin pessimiste, amer ou lucide selon le point de vue, qui n'augure pas d'un prochain grand soir enchanteur... Mais qui peut éclairer l'action des enseignants de Seine-Saint-Denis. Faire grève pendant des semaines, harceler ministres et conseillers... On ne fait pas tout cela pour réclamer uniquement des postes de profs et d'infirmières, encore moins pour obtenir « 5 000 emplois-jeunes » supplémentaires...

Un petit air connu et ensoufflé vient nous rappeler, avec bonheur, que ce mouvement est porteur de projets bien plus ambitieux. Comme le souligne un tract du syndicat C.N.T.-éducation, on ne pourra vraiment changer l'école que si on change aussi la société qui va avec... Et pour cela « la grève reconductible et l'action directe demeurent les seuls moyens de lutter contre l'exclusion et la misère pour tendre vers une justice sociale, pour donner à l'école un rôle émancipateur. » (2)

Ce ne sont pas les dernières mesures avancées par Claude Allègre, ministre de l'Éducation et de la Recherche, qui arrêteront en si bon chemin cette prise de conscience. Les propos entendus, les tracts diffusés lors de la manifestation régionale en Ile-de-France, à Paris, le mardi 8 mai le confirment.

Malgré une fatigue certaine des grévistes du 93, la détermination reste forte : « puisqu'Allègre crée 3 000 postes alors, une première conclusion s'impose : qu'il commence par restituer immédiatement les 2 785 postes aux concours qu'il a supprimés au mois de février! » ; « Le ministre annonce 5 000 emplois-jeunes (soit 2 000 de plus) que personne n'a réclamé et qui ne sont pas des postes statutaires. » ; « Enfin son chiffrage global est inférieur de plusieurs milliers de postes par rapport aux besoins exprimés par la plateforme des établissements en

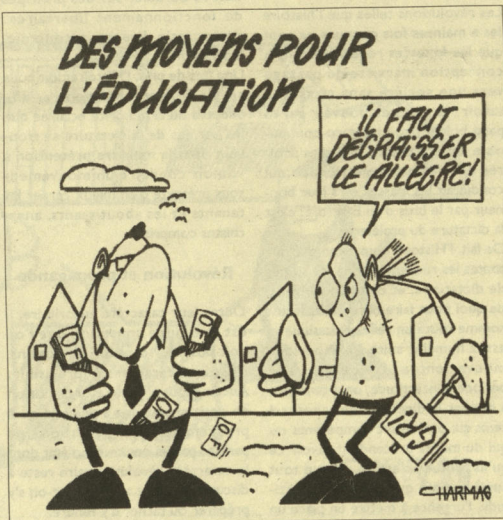
lutte. » (3) Voilà donc pour l'immédiat des revendications... Allègre doit revoir encore sa copie! Sur les projets, la nécessité d'un changement radical de notre société, de vieilles propositions renaissent. Il est agréable d'entendre un militant du syndicat S.N.U.I.P.P.-F.S.U. reprendre le tract de la C.N.T. et affirmer « que c'est la société qu'il faut changer, pas seulement l'école! » Des mots aux actes?

devrait relire Bourdieu, Baudelot, Establet (4) pour ne citer que des auteurs reconnus (et non anarchistes!) qui depuis longtemps ont analysé l'école de la République et ont bien montré que cette école engendrait exclusions et inégalités!

Philippe Mériau, malgré ses bons sentiments n'y pourra rien, tant que notre société sera ce qu'elle est; le lycée aussi! Ce n'est pas en limitant les cours magis-

• Sans papiers : la lutte
• contre les expulsions
• page 3

• Dockers de Liverpool :
• interview
• page 5



Certains enseignants de Seine-Saint-Denis envisagent de quitter la F.S.U. pour construire un S.U.D.-éducation, ou rejoindre la C.N.T. Vu l'attitude des fédérations syndicales cherchant à limiter le mouvement au département 93 et ralentir toute extension de l'action et de la réflexion (voir *Le Monde libertaire* de la semaine passée).

Quant à la réforme des lycées, le consensus syndical autour des 49 propositions de Philippe Mériau cache mal les contradictions de notre société capitaliste face à son système d'éducation. De l'aveu même du ministre (*Le Monde* du 28 avril 1998) « le nombre d'élèves de familles modestes qui entrent dans les très grandes écoles - polytechnique, l'E.N.A., Ecoles normales supérieures, H.E.C. - a diminué en valeur absolue. »

Cette « découverte » tardive du ministre Allègre a de quoi faire sourire (au mieux!). Comme si l'école d'État, celle du système capitaliste, était celle de l'égalité... Claude Allègre

traux; en réduisant les heures de cours; en allégeant les programmes; en rajoutant des heures d'éducation civique, plastiques et physiques; en individualisant les suivis scolaires, en créant une épreuve anticipée au baccalauréat; en rendant « les parcours de formation plus lisibles » (cf. les principaux points du rapport Meirieu sur la rénovation des lycées...), ce n'est pas en prolongeant à l'infini ce catalogue de demi-mesures que l'on rendra l'école plus égalitaire... surtout si en dehors, rien ne bouge!

Alain Dervin
groupe Pierre-Besnard

(1) Propos recueillis par *Le Monde* au lycée professionnel Louis Guilloux à Rennes. Le 30 avril 1998.

(2) Bulletin national de la C.N.T.-Éducation n° 7, avril 1998.

(3) Extraits de tracts C.N.T., C.G.T., étudiants parisiens diffusés le 5 mai à Paris.

(4) Baudelot-Establet: *L'école capitaliste en France*; P. Bourdieu: *La reproduction: éléments d'une théorie du système d'enseignement.* (éd. Minuit).

EDITORIAL

En créant l'euro, les États européens mettent en commun leurs politiques économiques. Condamné par les anti-maastrichiens sur la base d'arguments nationalistes, cet abandon de souveraineté est en réalité beaucoup plus symbolique que réel: dans un contexte de mondialisation, l'intégration croissante des économies européennes avait déjà rendu largement illusoire le pouvoir des gouvernements à conduire de manière autonome leur politique économique.

Du côté des partisans de gauche de l'euro (Cohn-Bendit en tête), on nous explique que la monnaie unique n'est qu'un outil: tout dépendrait de la façon dont elle sera gérée. À ces apôtres du « pragmatisme », rappelons que si la gauche est aujourd'hui au pouvoir dans la majorité des États européens, le « volet social » de la construction européenne, si souvent invoqué, en reste pourtant au stade de vagues déclarations de principe. En septembre, la probable arrivée au pouvoir en Allemagne de Schröder, le grand ami du patronat, n'y changera évidemment rien.

Cela dit, les conséquences du passage à l'euro sont prévisibles: une concurrence accrue à l'échelle européenne qui poussera davantage encore chaque État à tenter d'exporter son chômage chez les autres par la baisse du coût du travail tout en favorisant la convergence des systèmes de prélèvements fiscaux et sociaux sur le dos des salariés. Sans limite dans le temps, le traité de Maastricht prévoit que les déficits budgétaires devront être « contenus ». Coupes sombres dans les budgets sociaux et rigueur salariale dans la fonction publique sont déjà programmés: Strauss-Kahn entend ramener le déficit public de 3% du P.I.B. en 1998 à 2% en l'an 2000.

Anarchistes, nous ne pouvons pas nous reconnaître dans la logique défendue par les pro-européens, accompagner les mutations capitalistes, ou les anti-européens, nostalgiques d'un capitalisme franco-français. Ne nous résignons pas, tout n'est pas joué. Soyons pourtant certains d'une chose: notre avenir dépend de la convergence de luttes sociales d'ampleur à l'échelle européenne, des luttes qui ne pourront pas n'être que défensives mais qui devront porter un véritable projet de société alternatif au capitalisme.

Face au libéralisme, présenter l'État comme un sauveur suprême est un dangereux mirage. Bourdieu, dont l'engagement au côté du mouvement social mérite par ailleurs le respect, tombe tête baissée dans ce piège, nous expliquant docement que l'État serait « capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers et, surtout, de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail (...) » (*Le Monde Diplomatique*, mars 1998). Quand il se pique de politique, Bourdieu semble oublier ses propres analyses sociologiques: l'État n'est pas un instrument neutre mais un outil répressif au service des puissants.

ISSN 0026-9433 - N° 1123

M 2137 - 1123 - 10,00 F



Ffp 2520

Une révolution libertaire est possible

S'opposant historiquement aux réformistes de tous poils et autres adeptes de la stratégie parlementaire ou de la dictature du prolétariat, les anarchistes demeurent aujourd'hui seuls à prôner la voie révolutionnaire pour accéder à une société égalitaire. Encore faut-il s'entendre sur le terme de «révolution».

Certes, l'ensemble des organisations politiques de gauche ambitionne de conduire l'humanité vers des temps meilleurs - avec ces petits tremolos dans le discours comme il sied à l'humanisme charitable de la bourgeoisie chrétienne. Mais le projet, lorsqu'il y en a un, a déjà subit, qui dix ans de gestion socialisto-réaliste dans les dents, qui quelques décennies de cauchemar soviétique dans le foie. Et c'est donc forts de l'expérience tirée de l'épreuve combinée du pouvoir et de l'histoire que sociaux-démocrates et marxistes nous collent aujourd'hui cette double étiquette d'utopistes, en tant que libertaires d'une part, et en tant que révolutionnaires d'autre part. Mais de quoi parlons nous au juste?

Révolution, Évolution et Réformisme

On oppose habituellement l'idée de Révolution à celle d'Évolution, en ce sens que la première implique un changement brutal, un bouleverse-

ment profond des valeurs d'une société, alors que la deuxième évoque une transformation sans heurt, un changement graduel.

Or, Révolution et Évolution procèdent d'une même dynamique, celle du changement; et pour nous, anarchistes, ce changement doit se faire de façon égalitaire pour l'ensemble de la société. C'est là que se situe le fond du problème. Une réelle Évolution, sans heurt, ne peut se faire que dans un système où les moyens sont sensiblement les mêmes pour tous; aujourd'hui, les écarts entre les classes sociales, entre les individus sont tels que pour accéder à une égalité économique et sociale universelle, il n'y a pas d'autre alternative que la Révolution.

En ce sens, la Révolution telle que nous l'entendons s'oppose au Réformisme, stratégie de changement de société basée sur la réforme «douce» des structures de l'intérieur, pour laquelle les sociaux-démocrates ont opté depuis plus d'un siècle. Et l'Histoire donne aujourd'hui raison aux anarchistes - qui ont toujours critiqué cette politique - puisque la logique du système n'a pas évolué d'un pouce, au contraire: l'ordre économique capitaliste n'a jamais été aussi fort et le contrôle des individus par l'État aussi oppressant. La politique réformiste avec comme objectif une société sans classe (si, si!) est donc



un échec, et il faut en tirer les conclusions qui s'imposent.

Libertaire ou autoritaire, choisis ta Révolution!

Les révolutions telles que l'histoire les a maintes fois connues ne sont que les funestes répétitions de la conception marxiste du passage vers une société sans classes, à savoir: la prise du pouvoir par le parti bolchévico-prolétario-communiste des travailleurs, une élite éclairée de militants professionnels qui conduirait les masses vers leur bonheur par le biais d'un État fort: c'est la dictature du prolétariat.

De fait, l'Histoire nous a montré que toutes les révolutions ont été suivies de dictatures, et cette constance a de quoi nous faire désespérer. C'est somme toute un réflexe classique et assez humain: suite à une période mouvementée et devant une période d'incertitude, on a tendance à confier la direction des choses à ceux qui paraissent compétents ou qui du moins prétendent savoir ce qu'ils font. Et c'est un réflexe tout aussi humain que devant l'incertitude, l'urgence à mettre en place un nouveau système et le danger d'un retour en arrière, ces nouveaux dirigeants se replient frileusement sur une solution autoritaire voire dictatoriale de gouvernement.

C'est là que les anarchistes ont une conception totalement différente de la Révolution, et c'est ce qui nous oppose principalement - encore aujourd'hui - aux marxistes: les moyens par lesquels nous voulons accéder à une nouvelle société doivent être à l'image de nos objectifs, sous peine de retomber dans les tra-

constituent à ce stade un point de rupture, une révolution. Et ce sont les structures mises en place pendant ou avant la révolte qui formeront la base de la nouvelle organisation sociale et économique.

C'est en cela que la propagande des idées libertaires, la diffusion la plus large possible du projet anarchiste et l'application de nos pratiques au sein des luttes actuelles jouent un rôle fondamental. Elles déterminent dès aujourd'hui la couleur que prendra la révolution dans un avenir impossible à situer: libertaire ou autoritaire.

vers du passé. Pour une société libertaire, il faut une révolution libertaire!

Une révolution libertaire pour demain?

Aujourd'hui, la dégradation des conditions sociales et économiques, et les désillusions consécutives à la gestion socialiste ont engendré des mouvements de révolte de plus en plus fréquents ces dernières années. Un mouvement social est en train de se reconstruire, sur des bases encore floues et de façon apparemment un peu désordonnée. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que certains éléments sont récurrents et peuvent donner matière à espérer: soucis d'autonomie et d'autogestion des luttes, en dehors des partis et des structures syndicales classiques, démocratie directe avec un fonctionnement en assemblées générales souveraines, volonté de fédération horizontale des collectifs...

En clair, les individus qui prennent part à ces mouvements tiennent aujourd'hui à en maîtriser les rouages, les discours, les objectifs. Et les pratiques qui en découlent sont des pratiques libertaires! Certes, nous sommes encore loin d'un vaste mouvement anarchiste de masse, mais force est de constater que nous en prenons le chemin de façon d'autant plus assurée que les organisations marxistes, qui jadis sclérosaient totalement le débat politique, bénéficient aujourd'hui d'un capital d'antipathie qui n'est pas pour nous déplaire.

Mais ne faisons pas preuve d'optimisme démesuré. Notre tâche consiste à l'heure actuelle à soutenir sans condition ces mouvements de luttes et à convaincre de l'importance de pratiques réellement libertaires et collectives. Il est évident que le projet communiste libertaire est encore trop peu connu pour que nous puissions envisager sa mise en application prochainement, mais les ans ont aujourd'hui une opportunité qu'ils n'ont pas eu depuis très longtemps, et il faut la saisir.

Révolution et propagande

Outre leur caractère autoritaire, il est une autre constante que l'on doit observer dans les révolutions, c'est leur caractère imprévisible. Aucun groupe, aucune organisation ne peut prétendre à prévoir ou à programmer une révolution (ne parlons pas ici des coups d'état dont le caractère révolutionnaire reste à discuter...). Tout au plus peut-on s'y préparer ou tâcher d'y tendre.

On peut cependant dégager un schéma général, selon lequel se déroulent les révolutions. À la base, une accumulation d'insatisfactions sur un plus ou moins long terme conduit à une ou des révoltes, souvent déclenchées par un élément mineur ou secondaire (donc imprévisible). Lorsque le rapport de forces prend une certaine proportion, ces révoltes prennent la forme d'un mouvement social plus ou moins fort, au cours duquel les acteurs bénéficient d'une expérience de lutte et de l'apprentissage d'une certaine conscience politique. C'est la valeur de cette expérience et de cet apprentissage qui incitera ou non les masses à vouloir aller plus loin. Si la perspective d'un avenir meilleur et la conscience de leur force existent, les populations en révolte franchissent alors un cap. La grève générale, les expropriations et la lutte contre la réaction des possédants

groupe Jules-Vallès

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 42 25 73	ORGANISME CREDANCIER PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE 145, rue Amelot 75011 Paris
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)	
NOM _____ Prénom _____	
N° _____ Rue _____	
Code postal _____ Localité _____	
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)	
NOM _____ Prénom _____	
N° _____ Rue _____	
Code postal _____ Localité _____	
DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER	
Etib. Codes Guichet N° de compte	Ch. RIB

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

le monde libertaire Rédaction-Administration: 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

LYON

Création d'un collectif anti-expulsion

Le lundi 4 mai, à l'initiative du Collectif libertaire contre la soumission, la réunion constitutive du Collectif anti-expulsion s'est tenue à la librairie « La Gryffe ». Conscientes de l'importance de l'enjeu, des organisations extérieures au mouvement libertaire avaient fait le déplacement: A.C.I., Sud Éducation, Sud Rail et un collectif autonome de chômeurs cotoyaient le C.L.C.S., la C.N.T., la F.A. et le Scalp.

Dans l'urgence, la décision fut prise d'organiser une première action dans la nuit du mardi au mercredi: tenter de bloquer, en liaison avec le comité anti-expulsion parisien, le train Paris-Nice dans la gare de Perrache autour de deux heures du matin. Tenter une telle action, un jour de semaine, semblait relever de la gageure. Pourtant, près de quatre-vingt personnes se sont retrouvées dans la gare déserte. En relevant ainsi le défi, elles ont démontré leur détermination à combattre concrètement la xénophobie d'État.

L'arrêt technique prévu initialement par la SNCF aura donc duré plus longtemps que prévu: le train Paris-Nice a pu être bloqué pendant près de trois quarts d'heure. À la demande du chef de gare, les « forces de l'ordre » sont finalement intervenues pour dégager les voies sans ménagement... N'ayant jamais réellement envisagé de pouvoir parvenir à stopper définitivement le convoi, le comité anti-expulsion peut considérer cette première action comme une véritable réussite, en considérant les conditions précaires de son organisation. D'autres opérations devraient suivre dans les prochaines semaines.

Mouloud. - groupe Durruti

Etrangers expulsés, étrangers assassins!

CHACUN SOIR À 21 H 03 part de la gare de Lyon un train à destination de Marseille. Chaque soir il emporte des expulsés qui prendront le bateau à destination des pays du Maghreb, principalement de l'Algérie. Après les actions menées avec succès dans les aéroports parisiens et qui continuent journellement, le Collectif anti-expulsion, créé notamment à l'initiative de militants de la C.N.T., intervient depuis plusieurs semaines gare de Lyon pour empêcher le départ du train de la honte. Il a été possible, au début, de bloquer les voies devant le train comme le 23 avril (ou la locomotive ornée d'autocollants F.A. et d'un superbe drapeau noir témoignait de la présence libertaire) en occasionnant ainsi un retard de 1 h 30. Ce jour là les expulsés étaient au nombre de sept, dont certains isolés dans un compartiment plongé dans l'obscurité. Au départ du train l'un d'entre eux a pu, par la vitre entre-baissée, nous adresser

un signe de reconnaissance salué par un long cri témoignant de la solidarité de tous. Mais le renforcement considérable des forces de police nous empêche maintenant d'occuper la voie à ce niveau. La répression est d'autant plus forte que le nombre de militants du collectif présents sur le terrain est faible; dans ces conditions défavorables des compagnes et compagnons ont été matraqués.

C'est pourquoi les dernières actions ont vu notre nombre croître sensiblement; au soir du 1^{er} Mai, le bruit d'un rassemblement à la gare de Lyon ayant circulé tout au long de cette journée, beaucoup de jeunes s'y sont joints, et si les quelque 200 personnes présentes n'ont pu retarder le train, du fait de l'importance du dispositif policier en bout de la voie 13, une manif virulente a eu lieu spontanément sur le quai, puis dans toute la gare, avec des slogans sonnant haut et fort comme « étrangers expulsés, étrangers assassins », « abrogation des lois racistes, qu'elles soient de droite ou socialistes ». Lors de la dispersion, quelques distributeurs de billets S.N.C.F. et composteurs ont quelque peu souffert au passage tandis que s'élevait le cri de « S.N.C.F., collabo ».

excités qui se sont défilés à plusieurs reprises matraquant au hasard, bousculant sans discernement manifestants et voyageurs. Mais le nombre et la détermination des manifestants ont fait que ces derniers sont restés maîtres du terrain.

« Gaysot, collabo » a jailli de partout, dans toute la gare, pendant que le train partait avec trente minutes de retard (on apprendrait plus tard que plus de la moitié des voyageurs prévus n'avaient pu monter) et que les syndicalistes de S.U.D.-Rail faisaient savoir que leur action s'arrêterait avec ce départ. Cela n'a eu aucun effet sur l'ensemble des manifestants et nous sommes restés encore une demi-heure lançant des slogans principalement hostiles à la complicité de la S.N.C.F. et au camarade-ministre qui en a la tutelle. La dispersion s'est faite après un parcours jusque dans le hall principal de la gare. Pendant ce temps le train stoppait quelques kilomètres plus loin, à Melun, attendant un autre train emmenant le reste des voyageurs restés à quai. Il était de nouveau stoppé en gare de Lyon-Perrache vers 2 h 30 du matin par des militants du collectif, et il est arrivé à Marseille avec un retard de 2 h 10; auparavant il avait fait un arrêt imprévu à la gare de l'Estaque pour débarquer les expulsés afin de les placer au centre de rétention d'Arcenc, la flicaille redoutant l'action d'autres manifestants présents en gare de Marseille Saint-Charles.

Pour terminer, je reprendrai volontiers ce vieux slogan entendu plusieurs fois gare de Lyon (et ailleurs...): « Ce n'est qu'un début, continuons le combat! »

Jacques.

groupe Étoile Noire (94).

BIENTÔT LES TGV PLOMBÉS



Mobilisation croissante

Le mardi 5 mai, de nouveau, nous étions près de 300 dont une vingtaine de cheminots de S.U.D.-Rail à nous retrouver pour tenter de bloquer les flics escortant les expulsés; là aussi, si nous n'avons pu atteindre notre objectif, notre forte présence a permis d'entrer pendant près d'une heure l'accès de plusieurs quais, face aux flics, passablement

De la chantilly pour Cohn-Bendit

Tout le monde y va aujourd'hui de sa commémoration de mai 68. Y compris l'université de Nanterre, qui pour l'occasion monte une série de conférences, avec comme invités Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar. Et Serge July comme co-organisateur. Les ex-gauchistes reconvertis aux valeurs de l'économie de marché, invités par une administration qui a tant fait pour déclencher le mouvement du 22 mars, le tout à Nanterre même, ça promettait d'être chaud! Pareille provocation ne pouvait rester sans réponse. Daniel Cohn-Bendit, ex-Dany le rouge et aujourd'hui député européen, s'est donc mangé une tarte à la crème Chantilly en rentrant dans l'amphi où il venait causer; je cite, de « l'engagement politique en l'an 2000 ». Si le retournement de veste est une condition nécessaire pour un tel engagement, on ne pouvait espérer meilleur conférencier. L'attentat a été revendiqué par la C.N.T.-Nanterre, qui passe ainsi avec succès son brevet de terrorisme pâtissier, histoire de rappeler au camarade qu'il est le seul, parmi les libertaires du mouvement du 22 mars, à avoir ainsi intégré un système qu'il voulait abattre. Soyons honnête: il l'a bien pris. Sans doute devait-il s'y attendre... Et lui au moins est venu. Parce que Geismar, lui, il s'est tout simplement dégonflé...

Guillaume - groupe Louise Michel

En bref

● Le groupe Jean Roger Caussimon de la F.A. de Nancy anime un mardi soir sur deux une émission de radio intitulée « Fin de siècle » de 21 à 22 heures sur Radio Caraïbes (90.7 FM)

● Création d'une liaison F.A. à Carentan (Manche); on peut la contacter à l'adresse suivante: GREL - B.P. 12, 50130 Octeville.

● Le local anarchiste rennais présente l'exposition « Présence anarchiste en Bretagne au XX^e siècle » jusqu'au 15 juillet. 9, rue Malakoff, le mercredi et le samedi de 15 h à 19 heures.

● La F.A. de la Creuse organise son quatrième camping anarchiste à la Celle-Dunoise (camping municipal « Les Sillons ») du 6 au 12 juillet 1998. Repos,

détente, débat, discussions, repas collectifs. Renseignements: 05 55 81 18 77.

● Le groupe Nestor Makhno (région stéphanoise F.A.) vient de faire paraître le n° 19 de sa feuille « Réseau ouvrier ». Au sommaire: les sans-papiers de Clermont, les chômeurs de Saint-Etienne, l'eau-service public... c/o F.A., Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42028 Saint-Etienne.

● Vous souhaitez nous rencontrer? Les « relations intérieures » de la Fédération anarchiste, organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011.

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

Grenoble: c'est reparti comme en 14! Les chômeurs occupent la place de Verdun

Profitant de la manifestation du 1er Mai, le Mouvement des chômeurs de l'Isère a entamé une nouvelle action. En installant un campement devant la préfecture, c'est l'Etat qu'ils interpellent. Nous avons rencontré Christian (Comité de chômeurs de la région grenobloise et militant d'AC !), Monique et Thierry, chômeurs sans étiquette et Jean-Pascal, de la C.N.T.

ML : Après un mois de luttes et d'occupations suivi d'une période d'apparente inaction, où en est le mouvement des chômeurs à Grenoble et que s'est-il passé depuis l'évacuation de la mairie début février ?

Monique : Il n'y a jamais eu d'inaction ! Ce n'est pas parce qu'on ne passe pas à la télé qu'on ne fait pas d'actions !

Christian : après l'évacuation de la mairie, il y a eu la période des élections. Quand le député-maire Destot (PS.) a fait campagne dans le quartier Saint-Bruno, on est allé le voir tous ensemble pour lui dire ce qu'on pensait de sa démarche d'homme politique, de nous avoir fait expulser par des policiers municipaux, dont ce n'est pas le rôle, en plus. Puis nous sommes retournés à l'annexe du Conseil général rue Jean Bocq (occupée depuis mi-janvier -N.D.L.R.) où nous sommes restés quelques semaines encore. Nous avons pris la décision d'en partir parce que cela devenait physiquement et psychologiquement dur. Nous nous sommes retrouvés à la Bourse du travail, dans le hall, où nous tenons toujours une A.G. par semaine. Et nous avons décidé d'occuper cette place de Verdun le 1er mai, parce que c'est une journée internationale de lutte contre le capitalisme, le racisme et le fascisme, et qu'il nous semblait intéressant que le mouvement des chômeurs se fasse entendre de nouveau ; ce lieu est symbolique puisque nous sommes devant la Préfecture et qu'on peut interpellier les gens qui sont au pouvoir. Depuis deux mois, il ne s'est pas passé une semaine sans action, même si les médias ont essayé d'étouffer les choses. Le mouvement est il est vrai un peu éparpillé, mais dès qu'une action est décidée, on revoit les gens tout de suite : le réseau, la solidarité marchent, l'info circule. Tous ceux qui se sont battus sont toujours là ; des nouveaux arrivent, petit à petit, bien qu'il soit difficile pour ceux qui sont au chômage de se motiver à se battre.

Thierry : il y a une nouvelle dimension au mouvement à savoir une

coordination au niveau du département, avec ceux de Bourgoin-Jallieu, de la Tour du Pin, de Voiron, du Vercors, etc. Cette action a été préparée ensemble, et le 14 mai se tiendra la troisième réunion de la coordination départementale, ici.

Jean-Pascal : le lendemain du deuxième tour des élections, nous sommes allés avec Ras l'front au meeting de la gauche plurielle pour foutre le bordel : ils n'avaient pas pensé à inviter le mouvement des chômeurs... Par ailleurs, nous menons des actions symboliques par solidarité avec les travailleurs allemands, qui manifestent à chaque annonce des chiffres du chômage ; à la clôture du festival de jazz, nous avons fait un discours sur l'accès à la culture conjointement avec les intermittents du spectacle, et nous avons récolté 1600F ; il y a eu une occupation du rectorat avec les maîtres-auxiliaires en soutien à deux copains « démissionnés » des listes de maîtres-auxiliaires ; on a fait du grabuge à la commission de radiation des A.S.S.E.D.I.C. qui se réunissait à Europole, qui est en quelque sorte l'antenne locale de la World-Company, tout un symbole... Toutes ces actions ne sont pas forcément médiatisées parce que c'est passé de mode et que ça n'intéresse plus personne.

ML : Quels sont vos rapports avec les diverses organisations politiques et syndicales locales ?

Christian : je pense parler au nom de tout le monde en disant qu'on n'attendait rien des politiques. On a posé des revendications et on sait bien que c'est une question de rapport de forces ; tant que ce rapport de forces ne sera pas ins-

tauré avec les gens concernés, on ne pourra pas faire évoluer les choses. Jospin table sur le pourrissement de cette lutte, mais il ne faut pas qu'il compte là-dessus : les gens sont à bout et sont déterminés. Ils faut que les gens se rendent compte qu'il faut mettre un frein à ce capitalisme...anarchique (rires) !

ML : Quelles sont les perspectives du mouvement ?

Thierry : il y a 3 semaines, nous étions 2 grenoblois à Bruxelles pour les assises des Marches européennes. 400 chômeurs de 15 pays européens et un pays africain étaient représentés. Le 8 mai se tient une réunion franco-allemande à Strasbourg pour une Europe sociale, pour ne pas se faire bouffer par l'Euro. Il y aura des manifestations contre le sommet européen de Cardiff du 15 juin. Des cristaux sont en train de prendre dans tous les pays avec deux mots d'ordre : la réduction massive du temps de travail sans perte de salaire, de pouvoir d'achat, sans flexibilité ni annualisation, et la création d'un revenu individuel garanti pour les chômeurs qui permette l'accès au logement, à la santé, à l'énergie, aux moyens de communication, de transport. Ce sont des perspectives à long terme.

Christian : avant de parler de perspectives, il faut revenir sur l'historique du mouvement. Ce mouvement constitue une première pour la classe ouvrière puisque c'est la 1ère fois que des chômeurs, des précaires, des exclus luttent avec l'aide des travailleurs et des organisations syndicales. Même celles qui ne sont pas là pour l'instant voient leur militants de base, de tout bord, de toute étiquette, interpellés par ce mouvement. Pour ce qui est des perspectives, nous avons plein d'idées. ça ne fait que commencer ; nous sommes un bébé de quatre mois, et on va vivre vieux !

Monique : je voudrais apporter une autre dimension à ce mouvement : depuis sa création, une chaîne de solidarité s'est créée au niveau des chômeurs et précaires qui sont des gens fragilisés par les problèmes de vie quotidienne. La solidarité est importante : on apprend à se connaître et on sait qu'il y a des gens sur qui on peut vraiment compter quand on est dans la merde.

Propos recueillis par le groupe Jules Vallès

Pour rejoindre le Mouvement des chômeurs : Bourse du travail, 32 avenue général-de-Gaulle 38100 Grenoble ou écrire au groupe Jules-Vallès qui transmettra (c/o La Faille BP 2301 38033 Grenoble cedex 02)



Travail précaire : esclavage moderne

DES CONTRATS À TEMPS partiel aux heures supplémentaires à répétition en passant par les licenciements massifs, le patronat dispose d'un panel d'options propres à faire rimer partage du temps de travail avec profits maximum. La loi Aubry leur permettra même de gagner du terrain sur l'annualisation du temps de travail et de généraliser ce qui existe depuis belle lurette dans le domaine de la restauration, de l'agriculture ou de la vente par correspondance ; c'est à dire les contrats saisonniers.

Le seul bémol que la gauche plurielle est prête à instaurer se porte sur la notion de travail effectif pour calculer les 35 heures hebdomadaires. Mais, parmi les temps consacré aux patrons, les députés penchés sur la question ont « omis » d'intégrer les heures perdues dans les trajets du domicile au lieu de travail, les nuits d'insomnie dues au stress provoqué par les vexations quotidiennes d'une activité salariée, les multiples journées de tensions dans les foyers où l'on ne sait

plus trop si ce ne sont pas des extensions de l'usine ou du bureau.

Mais du CNPF à Matignon, tout le monde semble tomber d'accord : la mondialisation de l'économie et la concurrence sauvage vont « forcer » les entreprises à devenir encore plus flexibles afin de s'adapter aux fluctuations du marché. Concrètement, cette flexibilité se traduit par une dégradation des conditions de travail, une atteinte systématique aux droits syndicaux et au code du travail. Partout la précarisation des situations s'installe.

Forte croissance de l'intérim

L'un des symptômes de cette évolution est l'augmentation inquiétante du nombre de contrats de travail établis par les agences d'intérim. En 1997, il s'est conclu 8 363 701 contrats intérimaires concernant 1,67 million de personnes contre 6,7 millions de contrats en 1996 pour 1,2 million de personnes concernées. Adecco et Manpower emploient à

elles seules 800 000 personnes, devenant ainsi les plus gros employeurs devant la Poste et la Générale des Eaux. On voit donc la situation française s'aligner sur l'exemple américain où Manpower détient là aussi le leadership de l'emploi.

Force d'appoint dans les années soixante-dix, l'emploi intérimaire est devenu aujourd'hui complètement structuré. Hier cantonné au secteur tertiaire, c'est à présent le secteur industriel qui privilégie l'intérim (53% des contrats). En 1997, on estime que les contrats intérimaires correspondaient à 358 834 emplois à temps plein contre 290 722 en 1996.

Des conditions de travail et de vie abominables

Corvéables à merci, les intérimaires sont trois fois plus exposés aux accidents de travail (citons l'exemple dramatique du nucléaire) et échappent très souvent à la médecine du travail. Tout comme les salariés à temps partiel, les intérimaires sont amenés à accepter bon gré

mal gré des horaires impossibles. Leurs congés payés correspondent de fait aux périodes de chômage. Les agences d'intérim ont beau leur verser une prime de précarité, cela revient à institutionnaliser cet état de fait et ne suffit pas, loin de là, à compenser la vie infernale subie par ces individus.

Le cauchemar ne s'arrête pas à la porte de l'usine ou au bureau. A leur domicile, il leur faut encore rester disponible 24h/24h pour répondre à une éventuelle proposition qui aura tout l'air d'une obligation. Si l'emploi proposé expose à des risques de maladies ou d'accidents ; qu'à cela ne tienne, ils sont tenus d'accepter tout et n'importe quoi, sinon plus de missions à l'avenir.

Pas moyen de chercher un autre emploi par soi-même ou de se former correctement, l'individu ne compte pas. Besoin de sortir ? Une visite à l'agence s'impose. Besoin de parler à quelqu'un ? Un coup de fil à l'agence est de rigueur. Besoin de nouvelles chaussures ? Il faut penser à se procurer une paire de godillots de sécurité car pas question

que la boîte de la prochaine mission la fournisse. L'abolition de l'esclavage fête ses 150 ans. A quand celle du salariat ?

Quelle riposte ?

Pas étonnant dans ces conditions que certains chômeurs s'estiment heureux et réclament non pas du travail mais une allocation universelle élevée. Pas étonnant que des étudiants proclament haut et fort que 35 heures c'est déjà trop et que de toute façon ils ne veulent pas travailler. Virens le travail du centre de notre vie, d'accord mais, pour ce faire, réapproprions nous la gestion de la production pour qu'elle soit enfin au service de l'individu et non l'inverse. Définissons comment et pourquoi nous voulons travailler. Les usines ne fonctionnent pas toutes seules, les champs ne se moissonnent pas par l'opération du Saint-Esprit. Le droit à la paresse d'accord, mais également le devoir de participation, aussi minime soit-il, à l'effort collectif !

Christophe
groupe May-Picqueray (Lille)

La tournée des dockers de Liverpool en Bretagne Unis nous resistons, divisés nous perdons!

DE BREST À RENNES, en passant par Lorient et Nantes, le plaidoyer vibrant et chaleureux de leurs représentants pour ce combat exemplaire a suscité sympathie et même émotion. On a pu noter la présence de quelques dockers et militants syndicaux aux diverses réunions, quelque peu surpris et embarrassés que ce soit la Fédération anarchiste qui propose ces rencontres...

Si la mobilisation ne fut malheureusement pas à la hauteur de notre mobilisation et de nos efforts, l'aide financière avec laquelle ils sont repartis chez eux était bien le minimum que nous pouvions faire.

Pourtant cette aide indispensable, faisant suite au soutien financier international massif qu'ils requerront durant leurs deux ans et demi de lutte, n'est pas suffisante en soi. Ce qui reste indispensable est la mobilisation militante solidaire sur le terrain. Celle-ci devint, la deuxième année, de plus en plus limitée. Que ce soit au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en Australie, les dockers qui apportent leur aide en bloquant ou retardant le chargement des bateaux en provenance et à destination de Liverpool furent eux mêmes menacés dans leurs emplois.

La montée en puissance des lois anti-syndicales, la trahison de la gauche, le silence des médias et la mondialisation de l'économie nous signifient clairement que nos luttes elles aussi doivent être globales.

Ce qui a également frappé les esprits c'est que Brian et Peter nous ont dit avoir été profondément marqués et enrichis par ces années de bagarres au quotidien qui ont fait d'eux des gens conscients de l'ampleur des luttes et d'une misère sciemment programmée. Leurs femmes, ayant pris part à ce combat, ont gagné une place que même les plus réticents d'entre eux leurs reconnaissent aujourd'hui.

Que des travailleurs, pourtant non politisés au départ, en viennent à rédiger une « charte du peuple pour la justice sociale » aussi complète et lucide ne peut que nous conforter dans notre combat, mais certainement pas nous « reconforter » devant l'ampleur de la tâche et la détermination de notre ennemi, le capitalisme.

Bruno

Union Régionale Bretagne

Aide militante: à Brest: 2 150 F; à Lorient: 1 015 F; à Nantes: 1 500 F; à Rennes: Union locale + FO 1 000 F; CNT 1 000 F, collecte publique: 2 150 F soit 8 815 F.

Aussi la presse ne parlait de nous que pour nous discréditer, lorsque les jaunes se faisaient casser leurs fenêtres ou leurs voitures. À la fin nous étions harcelés par la police, arrêtés pour des choses aussi bêtes qu'un papier jeté par terre, ou une injure, et les amendes de 1000 à 2 000 F étaient payées par notre fond de solidarité. Le stress commençait à se voir sur nos visages. Nous avons perdu quatre de nos collègues pendant ces 28 mois: au début l'un a succombé à une crise cardiaque et l'autre à un cancer, et vers le 1^{er} de l'an de cette année deux sont morts de crise cardiaque, tous victimes du stress. Donc pour ces raisons en particulier, nous avons décidé d'arrêter, mais je le regrette car je suis sûr que nous aurions gagné si nous avions continué.

M.L. : Parlez-nous du rôle des comités de femmes dans votre lutte.

Brian : Je pense que les femmes ont joué un rôle très important; beaucoup d'hommes, quand ces comités ont été proposés par nos délégués, étaient réticents car nous sommes dans un secteur dominé

cela la police nous aurait arrêtés. Donc, sans aucune réserve maintenant, je dirais, à ceux surtout qui travaillent dans des secteurs dominés par les hommes, s'ils se trouvent dans une lutte, ils doivent se tourner vers leurs femmes ou leurs compagnes pour les soutenir, ils ne le regretteront pas.

M.L. : Quelle est votre opinion sur l'organisation du travail et de la défense des travailleurs ?

Brian : Je crois qu'il est très important d'avoir des syndicats et que les gens soient vraiment impliqués dans ces syndicats parce que souvent on paie sa cotisation et on attend que les représentants fassent le boulot, et si les choses tournent mal alors on dit « qu'est-ce que c'est que ça, pourquoi vous avez fait ça? » Mais si les gens sur leur lieu de travail sont activement impliqués dans le syndicat, on peut arriver à un système de décisions plus démocratique.

Pour l'organisation du travail, puisque nous n'avons plus d'employeur nous avons décidé de monter nous-même une coopérative qui sera gérée par nous-mêmes. Toutes les décisions la concernant seront prises par nous, et nous nous contrôlerons nous-mêmes. Cela veut dire que chacun devra retrousser ses manches et faire en sorte que la coopérative marche. Tout d'abord parce que si on ne marche pas, nous serons à nouveau au chômage et après notre expérience, nous ne voulons pas que ça arrive. Mais nous espérons aussi créer des emplois pour les jeunes de la région de Liverpool, donc il faut que ça marche.

D'une part, nous avons les qualifications requises que n'ont pas les autres employés du port. De plus, les compagnies qui dirigent les agences dans le port font payer très cher la compagnie portuaire et paient très peu les employés. Nous voulons retrouver les garanties que nous avions avant 1989 quand la compagnie a commencé à casser notre statut. Nous l'avons informée que nos salariés recevront un salaire régulier, qu'il y ait du travail ou non, ils auront des congés payés et des congés maladie et auront droit à une retraite décente. Nous savons que c'est beaucoup de boulot, mais nous sommes confiants.

M.L. : Vous allez rester dans votre syndicat ; qu'en attendez-vous ?

Peter : J'ai toujours un grand respect pour mon syndicat. Le seul reproche que j'ai à faire s'adresse à B. Morris. Malheureusement, actuellement le seul moyen de le remplacer est qu'il démissionne ou parte à la retraite. Mais nous espérons changer la structure du syndicat, au niveau de la direction.

Brian : Nous pensons qu'en restant dans le syndicat, nous pouvons le changer de l'intérieur, nous avons un congrès tous les deux ans et c'est là qu'on peut changer les statuts. Au prochain congrès, nous allons tout faire pour obtenir que tout élu qui ne fait pas ce que veut la base puisse

être immédiatement remplacé par quelqu'un qui est prêt à le faire.

M.L. : Que pensez-vous de ce qui arrive aux dockers australiens ?

Brian : La raison principale du conflit en Australie est que leur gouvernement voulait introduire des lois sur le travail semblables à celles de Grande-Bretagne. Quand le gouvernement anglais s'est opposé aux mineurs, il a choisi le groupe de travailleurs le plus fort en pensant que s'il pouvait venir à bout des mineurs, il viendrait à bout des syndicats en G-B et c'est assez vrai; il n'a pas réussi à venir à bout des syndicats, mais il a réussi à tuer la volonté de faire des actions et c'est ce qu'ils espèrent en Australie. Ils ont également choisi le syndicat le plus fort, la M.U.A., et ils espèrent le détruire pour détruire tous les syndicats et faire passer les lois iniques que nous avons en G-B.

M.L. : Face à la mondialisation du capitalisme, quelles formes de lutte vous semblent les plus adaptées ?

Brian : Je dois dire que le soutien que nous avons reçu du monde entier a été unique car jamais un conflit n'avait reçu un tel soutien. 22 pays ont mené des actions, pas forcément des grèves. Je pense que la principale raison de notre échec est le manque de soutien physique des travailleurs en G-B et je pense qu'il faut mobiliser tout le monde, il est temps de dire que nous devons nous défendre, les gens ont peur de perdre leur emploi, mais depuis la fin de notre conflit, ceux à qui nous avons demandé de venir nous soutenir dans les usines automobiles subissent maintenant les mêmes attaques. Il nous faut trouver un moyen de réveiller les britanniques, de leur dire que si nous laissons faire, les attaques continueront, donc nous devons nous rassembler et nous organiser. Le soutien financier et les bons vœux, c'est bien, mais si nous ne nous mobilisons plus, nous allons retourner au moyen-âge.

M.L. : Parlez-nous de votre marche du 30 mai à Londres.

Brian : L'an dernier, c'était en avril. Au début de notre conflit, nous nous sommes rendu compte de toute l'injustice sociale qui existait dans notre pays, donc une marche fut organisée par notre comité de soutien à Londres. Le but principal était ici la réintégration des dockers mais nous voulions y impliquer tous ceux qui ont des revendications - ce qui nous ramène à l'idée de lier nos luttes - les retraités qui n'ont pas beaucoup d'argent, les homosexuels sans droits, les chômeurs. 30 000 personnes ont défilé. Cela a montré qu'il existait un sentiment de mécontentement général. Donc nous avons décidé d'une autre manifestation, et les revendications de notre charte sont toujours valables, car les gens se sentent frustrés, et je pense que cette marche aura un succès encore plus grand que l'an dernier.



M.L. : Qu'est-ce qui vous a amené à mettre fin à votre lutte ?

Peter : Nos délégués du personnel ont pris cette décision après 28 mois à cause des pressions croissantes, surtout dans les 12 derniers mois. L'une des raisons principales a été le manque de soutien de notre syndicat T.G.W.U., surtout de son dirigeant Bill Morris. Les membres de la base nous soutenaient financièrement, et moralement, mais B. Morris a toujours dit que notre grève était illégale et partout où nos délégués allaient pour demander un soutien, B. Morris envoyait une lettre, pour leur dire de ne rien faire, de peur de perdre nos subventions du T.G.W.U. Puis nous avons élu le 1^{er} Mai 1997 ce que nous pensions être un gouvernement socialiste avec Tony Blair. Nous nous doutions qu'il ne nous aiderait pas, mais l'espoir était là, car le gouver-

nement est le plus gros actionnaire de la compagnie portuaire. Mais T. Blair a répondu qu'il ne pouvait rien faire, que c'était à nous de rassembler le syndicat, nos délégués et notre employeur autour d'une table. Ça nous a démoralisés. Au début, la solidarité était très forte au niveau international : en Amérique, au Canada, en Australie et en Europe les bateaux étaient retardés, ce qui causait des pertes financières importantes à la compagnie, alors qu'en Grande-Bretagne les gens avaient peur de faire des actions car ils risquaient de perdre leur emploi à cause des lois antisyndicales que Blair veut d'ailleurs essayer de renforcer.

Mais nous voulions que les bateaux ne viennent plus du tout à Liverpool. Donc le soutien international faiblissait, et nous ne pouvions plus continuer sans ce genre d'ac-

tion. Aussi la presse ne parlait de nous que pour nous discréditer, lorsque les jaunes se faisaient casser leurs fenêtres ou leurs voitures. À la fin nous étions harcelés par la police, arrêtés pour des choses aussi bêtes qu'un papier jeté par terre, ou une injure, et les amendes de 1000 à 2 000 F étaient payées par notre fond de solidarité. Le stress commençait à se voir sur nos visages. Nous avons perdu quatre de nos collègues pendant ces 28 mois: au début l'un a succombé à une crise cardiaque et l'autre à un cancer, et vers le 1^{er} de l'an de cette année deux sont morts de crise cardiaque, tous victimes du stress. Donc pour ces raisons en particulier, nous avons décidé d'arrêter, mais je le regrette car je suis sûr que nous aurions gagné si nous avions continué.

ITALIE

Chemins de fer : défendre le droit de grève contre les attaques du patronat et du gouvernement

LA PLUS GRANDE ATTENTION doit être apportée aux événements qui, depuis plus de deux mois, concernent les cheminots et plus particulièrement les conducteurs et chefs de gare.

Un service public livré à la logique du marché

Les nécessités de la réorganisation industrielle dictée en particulier par la construction de l'Europe de Maastricht imposent la privatisation du transport ferroviaire et la recomposition de tout le processus productif (création de plusieurs sociétés).

En substance, cela passe par le transfert d'importants capitaux (de l'ordre de 200 à 300 mille milliards de lires) de l'État (argent public) vers les entreprises privées sans même l'assurance que ces sommes soient réinvesties dans le même secteur du transport ferroviaire.

Depuis des années, il est clair que les travailleurs de cette branche n'ont nullement l'intention de rester silencieux, de subir, mais au contraire cherchent par tous les moyens possibles à s'opposer. Les conflits ont été nombreux, le pourcentage de grève plutôt élevé. De fortes tentatives de corruption des cheminots sont apparues depuis 1991 de la part des organisations syndicales Filt-CGIL, Fit-CISL, Vilt-VIL, Fisafiscal qui ont désormais totalement épousé les intérêts de l'entreprise avec la signature de deux contrats nationaux et d'innombrables accords partiels qui augmentent la division des travailleurs. Les organisations pratiquent une politique de concertation; le contrat (CCNL) à peine signé prévoit la constitution d'un « comité de participation » à la gestion de la société composé de syndicalistes.

Dans ce cadre, les cheminots sont amenés à retrouver leur tradition politique syndicale de défense de leurs droits du travail et de leurs droits généraux. Ce comportement ne pouvait, à la longue que devenir le principal obstacle aux politiques patronales dans ce secteur.

La Confindustria (Confédération nationale du patronat) a demandé avec insistance au gouvernement que soit aboli le droit de grève pour les cheminots (avec le désir d'étendre ensuite cette mesure aux autres travailleurs).

Tous les travailleurs sont concernés

Les instruments de la Confindustria sont actuellement le ministre des Transport qui depuis décembre 1997 réquisitionne tous les grévistes; la commission de garantie L146/90 qui depuis des années œuvre au même objectif, se présentant comme la championne des droits des usagers (mais défendant en réalité les intérêts de l'entreprise) contre les droits des travailleurs; autre instrument, la majorité de la presse et des médias qui falsifie les informations (quitte à apporter un démenti un peu plus tard) et tente de dresser la population contre les travailleurs. Cette attaque contre le droit de grève ne concerne pas que les cheminots.

Le 22 février 1998, un communiqué de la FLTU-CUB de Florence conclut: « Il est évident que si les cheminots et les conducteurs étaient vaincus, c'est non seulement le service ferroviaire qui toucherait le fond de sa destruction-dégradation en peu de temps, mais les autres catégories, les autres services de transport, services publics, l'ensemble du secteur industriel con-

naîtrait la même atteinte au droit de grève. »

Contre la signature du contrat inique! contre les licenciements!

La commission de garantie, loi 146/90 du 22 janvier 1998 initie la réglementation du droit de grève dans les secteurs publics.

Cette commission a déclaré non conforme la majorité des grèves des syndicats de base, mais aussi quelques fois des grèves locales et régionales de RSU et les syndicats de catégorie CGIL, CISL et UIL. Un article de la loi L 146/90 affirme la validité de ses délibérations sur la quantité de service minimum à assurer en cas de grève. Juges et cours de cassation leur donnant raison dans la plupart des cas.

Cette loi naît comme une loi « anticobas » ayant la fonction de limiter les grèves et de préparer le terrain pour la reconstruction-destruction des chemins de fer. Il n'était pas possible d'utiliser d'abord une répression généralisée contre les cheminots, cette catégorie étant fortement syndicalisée, la frapper

aurait aussi atteint les syndicats réformistes et favorables à la restructuration en cours (CGIL, CISL, UIL).

Passons à la délibération de la commission qui donne le coup de grâce au droit de grève. Le transport des marchandises en général est également considéré comme prioritaire et pas seulement les marchandises périssables. Et ce secteur se voit fixé aussi un service minimum. De toute évidence, Agnelli ou un des siens aura provoqué par ses protestations, cette décision de la commission qui se sera pliée immédiatement à ses exigences.

La réglementation de la grève touche même les travailleurs qui ne sont pas directement concernés par la circulation des trains ainsi les services de manutention, billetterie, réservation, restauration à bord. Il est interdit de faire grève plus de 24 heures, les grèves perdues sont elles aussi prohibées.

Dans ce secteur, la bataille - celle de toujours - entre les travailleurs et le pouvoir politique et économique va atteindre son maximum. Les organisations de base se sont préparées à la grève sans respecter les délibérations de la commission (CDG).

Les organisations du syndicalisme de base (1) des chemins de fer Fltu-CUB, FT RdB-CUB, Slai-Cobas, COMU, UCS, Ccipu ont conduit plusieurs mouvements de grève en février, mars et avril. La grève de 11 mars 1998 a par exemple connu outre une importante participation de conducteurs, celle du personnel de bord et des gares, et nouveauté, celle du personnel des bureaux, plus mobilisé que d'habitude. D'autre part le mécontentement s'est manifesté dans les rangs des syndicats Filt-FIT, Vilt par exemple en Toscane. La coordination des syndicats de base pour la grève peut paraître fragile et inadaptable si les cheminots entendent poursuivre le mouvement sous peine de défaite, la construction d'une organisation de base unique chez les cheminots sera une nécessité.

Umanita Nova

(1) Pour connaître l'histoire, les perspectives du syndicalisme de base en Italie, se reporter à l'article de Pippo Gurrieri dans le n°2 des *Temps Maudits*, revue éditée par le C.N.T. Gurrieri, cheminot, vit à Raguse (Sicile). Il a été à l'origine des structures de base dans son secteur. Militant anarchiste, directeur de *Sicilia libertaria* et responsable de la FLTU-CUB en Sicile

BELGIQUE

Vottem : le futur centre de rétention fermé pour cause d'occupation

NE PAS AVOIR LES « BONNS » papiers en poche n'est pas un crime. Refuser, enfermer arbitrairement et expulser par la force des êtres humains, hommes, femmes et enfants parce qu'ils n'en ont pas : oui. Voilà pourquoi, ce vendredi 8 mai à

4 heures du matin, plusieurs dizaines de citoyens « conscients et responsables » comme ils se définissent eux-mêmes, soutenus de l'extérieur par des centaines d'autres, ont pénétré illégalement et se sont enfermés dans les futurs bâtiments de l'Office des étrangers qui entrent prochainement « en service » ici, à Vottem. Juste retour des choses pour ce qu'il est, très officiellement convenu d'appeler « centre fermé pour illégaux ».

Dès sept heures, un point presse s'est tenu devant le centre. Les occupants revendiquaient :

- 1) La suppression de tous les centres pour étrangers et la réaffectation de leurs bâtiments en espaces sociaux et multiculturels ;
- 2) Des papiers pour tous : régularisation immédiate et sans condition de tous les « sans-papiers » ;
- 3) La réouverture des frontières, l'arrêt des expulsions et le retour des expulsés ;
- 4) L'ensemble des droits humains, sociaux, économiques, politiques et culturels pour tous.

Par cette occupation symbolique et non-violente, les nouveaux résidents veulent marquer leur solidarité avec tous leurs frères humains auxquels le système politique et économique dénie le droit de vivre dignement. Ils veulent aussi réaffirmer leur refus inconditionnel et non négociable d'une répression discriminatoire, dégradante et inhumaine qui expulse des milliers (le ministre de l'Intérieur a annoncé le chiffre de 15 000 expulsions par an!) d'êtres humains dont le seul crime est de ne pas avoir de papiers « en règle » et d'être, pour les États qui les

accueillent, aussi indésirables qu'inutiles. Camp qui ne veut pas avouer son nom, cette résidence tout confort, conviviale et qui veille à l'épanouissement personnel) - dit le futur directeur - de ses occupants malgré eux, représente tant par les méthodes employées (enfermement, cachots, camisole de force, menottes, rapatriements brutaux...) que par les principes qu'il sous-tend, une atteinte inacceptable et intolérable à la dignité humaine et aux droits fondamentaux et imprescriptibles de chaque être humain, indépendamment de sa couleur, de son origine, de sa nationalité ou de tout autre forme de différence.

Les occupants ont réussi à rester barricadés à l'intérieur d'un des couloirs centraux du centre pendant 12 heures. Ils ont respecté leur engagement de non-violence et de non-destruction des bâtiments. Ils ont demandé une discussion directe avec le ministre de l'Intérieur. Ils n'ont reçu aucune réponse à cette demande. À 16 heures, les forces de police ont pénétré dans le couloir et forcé la barricade. Les occupants se sont alors enfermés et enchaînés dans une salle, d'où ils ont aussi été délogés puis embarqués au poste de gendarmerie le plus proche.

Une tension et une boussculade entre les manifestants extérieurs et les forces de police a suivi l'embarquement des occupants. Les manifestants ont tous été contrôlés : papiers d'identité, photos individuelles, certains ont eu les mains entravées et d'autres ont aussi été emmenés par les forces de police.

Alternative libertaire

Communiqué de la commission de correspondance de la Fédération anarchiste italienne

Un mort, plus de 30 blessés, bilan tragique du énième accident ferroviaire survenue entre un train Eurostat et un train local le soir du 23 mars 1998 sur la ligne Florence-Bologne.

Depuis un an, une longue série d'accidents a touché les chemins de fer de l'Etat. Rappelons simplement les plus graves :

Le 12 janvier 1997 : ligne Milan-Bologne, le pendulaire Etr 460 dérailla à la hauteur de Piacenza, 13 morts, 30 blessés.

Le 2 février 1998 près de la gare de Trastevere à Rome, explosion du moteur d'un train régional en direction de Viterbo : 4 blessés.

Mars 1998, à Foggia, une locomotive prend feu alors qu'elle en remorquait deux autres ; à la gare de Scurcula, ligne Rome-Pescare, une autre locomotive prend feu ; à Brindisi, c'est un wagon à l'arrêt. En ligurie, nouveaux incidents sur plusieurs types de convois.

A qui la faute ?

Aux conducteurs qui iraient trop vite et ne verraient pas les feux ? A des saboteurs anonymes ? Comme le soutient la direction des Chemins de fer ?

Aux systèmes de signalisation obsolètes encore en usage ? Au réseau ferroviaire italien qui sur 16 000 km de lignes en possède seulement 3 400 dotés de répétition automatique des signaux ? Au rétrécissement des lignes qui de quatre voies passent à deux ? A l'augmentation des roulements de travail ? A la manutention précaire du réseau ? Comme en sont persuadées toutes les personnes de bon sens.

Face à cette dernière tragédie qui a frappé la ligne Florence-Bologne, les anarchistes fédérés dénoncent les graves responsabilités de l'Etat, des forces politiques du gouvernement et de l'opposition, des dirigeants des chemins de fer, des bureaucrates CGIL, CISL, UIL qui ne pensent qu'à se remplir les poches et qui comme pour cacher leurs fautes, finissent par utiliser l'arme du chantage au licenciement ainsi que la passation de contrats qui tentent de ligoter les travailleurs.

Les anarchistes se solidarisent avec les luttes auto-organisées, autogérées et de base des cheminots et invitent les usagers à faire de même pour revendiquer haut et fort le droit, la sécurité d'un service public comme devrait l'être celui des chemins de fer.

LECTURE

Les soviets trahis par les bolcheviks

Rudolf Rocker

Notre parti ne peut sympathiser avec l'institution démodée du système des conseils.

Lénine

LES CONTEMPTEURS DU RÉCENT *Le Livre noir du communisme*, pour la plupart anciens compagnons de route honteux de l'ex-grand parti des travailleurs ou gauchistes détroqués ou non, ont maintes fois avancé l'argument selon lequel cet ouvrage n'apprenait rien qui n'ait déjà été écrit. C'est en vain, toutefois, qu'on cherchera dans leurs œuvres complètes réunies la moindre mention à l'un de ces textes qui en disaient long sur la véritable nature du bolchevisme et sur l'horreur de la répression, dès 1918, dans l'Union soviétique en construction. C'est toujours en vain qu'on cherchera aujourd'hui sous leur plume le moindre mot concernant cet écrit de Rudolf Rocker (1),

que les éditions Spartacus, qui nous l'avait déjà offert en 1973, viennent de rééditer.

Intitulé à l'origine *La Faillite du socialisme d'Etat russe*, ce texte constitue, comme le souligne fort justement Arthur Lehning, « la première critique globale des principes du bolchevisme publiée en langue allemande du côté anarchiste ». La pertinence des propos et la valeur de l'analyse de Rudolf Rocker au long de cet écrit apparaîtront, à tout lecteur un tant soit peu honnête comme remarquables quand on sait qu'il date de 1921. Les textes postérieurs consacrés aux premières années de vie du système soviétique ne feront en effet que confirmer les vérités sur les faits survenus jusqu'à cette date et ici exposés de manière magistrale, à savoir l'évolution vers une dictature féroce, déjà largement pesante au moment où ce texte est rédigé.

Après avoir précisément dépeint l'atmosphère étouffante du despotisme mis en place par Lénine et ses camarades au lendemain même du renversement du régime tsariste, Rocker rappelle le rôle important joué par les anarchistes russes dans la révolution, et rétablit, contre l'intense propagande mensongère et calomniatrice des bolcheviks, la vérité sur la répression féroce qui s'est abattue sur eux, en particulier le mouvement makhnoviste, ainsi que les marins et la population de Kronstadt. Puis, délaissant les faits sans les oublier totalement, l'auteur vient à un propos plus théorique sur l'idée d'origine de conseil ou de soviets, en la confrontant aux conceptions dévoyées que s'en font les communistes russes. L'objectif de Rocker, pleinement atteint, est de démontrer que l'itinéraire sinistre suivi par les bolcheviks ne doit rien au hasard, mais qu'il découle fort logiquement de leurs conceptions et de leurs méthodes autoritaires et policières. La démonstration, limpide et forte, est complétée par un rappel historique de l'opposition fondamentale, sur la nature de l'État notamment, lors du pourrissement général, à quelques exceptions près, du mouvement ouvrier, dont la direction prise par les marxistes russes triomphants sera l'une des

à la petite semaine

Une affaire classée

On ne saurait raisonnablement exiger d'un homme ignorant tout de la destination des adultes et enfants juifs de Gironde raflés sur ses ordres qu'il nous dise le nombre exact des victimes de la répression féroce de la manifestation des Algériens de Paris, le 17 octobre 1961, lorsqu'il était préfet de police.

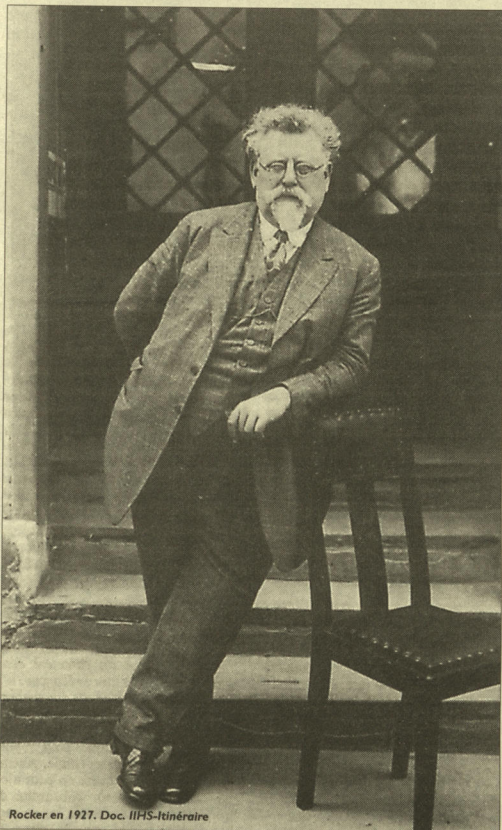
Papon ne dira donc rien sur le sujet. Nul tribunal n'aura d'ailleurs le mauvais goût de le lui demander, car il n'était plus alors le larbin zélé d'un régime fascisant et collaborateur, mais le représentant dévoué d'un État républicain au cœur grand comme ça.

Heureusement, pensait-on, il y a les archives. Des rapports sur cette charmante soirée de défolement collectif policier existaient au ministère de l'Intérieur, à la présidence de la République, à l'Hôtel Matignon, à la Direction générale de la police, à la Brigade fluviale, qui avait repêché les corps dans la Seine, et aussi dans trois services officiels de surveillance ou d'identification de la population algérienne en France. Seulement, ce que c'est, l'époque ignorait encore l'informatisation, et le désintéressé légendaire du fonctionnaire pour son travail, notamment le rangement des dossiers, a fait que, pas de chance, tous ont disparu.

Privé de documents mais aussi de témoignages, les rescapés de ces événements étant semble-t-il, plus difficiles à trouver que ceux de Bordeaux sous l'Occupation, un conseiller d'État généreux vient d'ajouter, dans un rapport destiné au ministre de l'Intérieur, vingt-cinq cadavres, trouvés tardivement dans un placard de l'Institut médico-légal, aux vingt-sept victimes jusque-là officielles. Vingt-cinq morts, pas un de plus, qui auront attendu trente-cinq ans pour avoir droit, si l'on peut dire, à l'existence.

Trente-deux au total. Une affaire classée...

Floréal

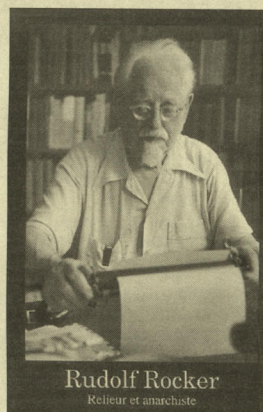


Rocker en 1927. Doc. IJHS-Itinéraire

La Fédération anarchiste vient d'éditionner une cassette vidéo (42 mn), Rudolf Rocker, relieur et anarchiste.

Né à Mayence en 1873, Rudolf Rocker fut l'un des militants les plus connus du mouvement anarchiste et anarchosindicaliste allemand. Il reste cependant peu connu en France, lacune que vient combler ce film

En vente à la librairie du Monde libertaire, 120 F.



Rudolf Rocker
Relieur et anarchiste

tragiques illustrations. Cette dramatique influence du bolchevisme sur l'ensemble ou presque du mouvement ouvrier international, accélérée par les espoirs nés de la révolution russe, est ensuite analysée brillamment, notamment à travers le rôle néfaste de la III^e Internationale,

qui n'hésitera pas, pour entretenir le mirage, à recourir abondamment aux mensonges, calomnies, épurations et crimes.

Une courte préface, rédigée pour la première édition par notre camarade Jean Barrué, aujourd'hui disparu, rappelle qui fut l'auteur de cet ouvrage, l'anarchiste allemand Rudolf Rocker, hélas trop méconnu dans notre pays et dont les écrits, notamment son œuvre magistrale *Nationalisme et Culture* souffrent de n'avoir jamais traduits et édités en France.

Cet ouvrage, fondamental par son propos et dont le moment où il est rédigé met en valeur la lucidité et la clairvoyance de son auteur, est indispensable à qui s'intéresse à l'histoire de cette révolution trahie. Il constitue une excellente introduction, en même temps qu'un nécessaire complément, à la lecture tout aussi indispensable de *La Révolution inconnue*, de Voline, récemment rééditée et dont il sera question ici-même prochainement.

Jean Robin

(1) *Les Soviets trahis par les bolcheviks*, de Rudolf Rocker. éditions Spartacus. En vente à la librairie du Monde libertaire. 60 F

Jeanne et le garçon formidable

Film d'Olivier Ducastel et Jacques Martineau, musique de Philippe Miller

PEUT-ON CHANTER LE SIDA, l'amour au temps du sida ? Jeanne et le garçon formidable le peut. En compétition au Festival de Berlin, cette création réalisée exclusivement par de très jeunes gens a surpris et étonné. Certes, il y a les comédies musicales de Jacques Demy qui nous ont habitués à parler le plus naturellement du monde de grèves, de luttes et même de la guerre d'Algérie. Les comédies musicales de Jacques Demy ne sont pas toujours des films sur des sujets légers.

Malgré et à cause de ces merveilleux films de Jacques Demy, auxquels « Jeanne... » rend hommage, le film crée la surprise. Être standardiste, valser avec les balayeurs — pardon, les techniciens de surface —, Virginie Ledoyen le fait. Elle danse, chante, émerveille ses trois soupriants et s'apprête à charmer le quatrième... mais c'est là que les choses changent : le garçon qu'elle choisit se dérobe. Malade du sida, il va mourir et elle ne pourra pas le revoir parce qu'il en a décidé ainsi.

Mélodrame et danse de désir. Le film traite les grands sujets de toujours. Comment aimer et vivre cet amour ? Comment lutter et rester tolérant et généreux ? Comment décider de la vie qu'on va mener sans faire du mal à ceux qui vous aiment ?

Le film d'Olivier Ducastel et de Jacques Martineau ne prétend pas détenir la bonne réponse. Mais ce film gai et un peu gay est étonnant de fraîcheur. La joie de vivre que dégagent les acteurs est contagieuse. Mathieu Demy, Jacques Bonnafé et surtout Virginie Ledoyen, époustouflante, créent un univers où les vrais problèmes ne sont pas évacués par une pirouette. Formidable portrait de la jeunesse d'aujourd'hui, le film communique les « problèmes de société » sans nous raser une seconde.

Ce film donne envie de se bagarrer pour vivre plus heureux et plus longtemps.

Heike Hurst
Fondu au Noir, Radio libertaire

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 14 mai à 18 heures :

Ci Vis Pacem : Journée internationale de l'objection

jeudi 14 mai à 20h 30 :

Microclimat : avec Hervé Kempf, auteur de « L'Homme biolithique. Humains artificiels et machines animées ».

lundi 11 mai à 19h 30 :

La mémoire sociale : Louis-Auguste Blanqui.

mercredi 13 mai à 10h 30 :

Blues en liberté : Les festivals de l'été.

CLERMONT-FERRAND

Chômeurs, sans-papiers, SDF... seule réponse la matraque!

LE MARDI 21 AVRIL était une journée d'action nationale du mouvement des chômeurs en direction des transports dont la gratuité est toujours remise aux calendes grecques (sauf pour quelques supporters des jeux du cirque mondial qui pourront gambader librement en Ile de France). À Clermont-Ferrand, l'opération bus gratuit décidée par A.C.I., le mouvement des chômeurs et la C.N.T.-A.I.T. se vit stoppée net par un chauffeur zélé qui refusa de démarrer, et la quinzaine que nous étions dut se contenter d'un nez à nez avec les contrôleurs, les flics et le directeur de la T2C. Ce dernier, dans un souci d'intégrité, préféra bloquer le bus à l'arrêt et mettre dans la mouise ses clients, qui à cette heure là, se rendaient au travail, manière habile de faire passer les sans emploi en lutte pour des gènes qui deviennent insupportables. Mais l'impact médiatique que provoqua ce chambardement fut plus important que prévu et la S.M.T.C. (Syndicat mixte des transports en commun), qui persiste dans son mépris face à nos doléances, devra forcément s'incliner, un jour ou l'autre, et admettre l'urgence de la gratuité.

Matraqués, menottés

Loin d'en avoir fini, il nous restait à élargir les revendications à la S.N.C.F. pour l'après-midi et c'est dans le train de Paris de 13 h 14 que s'embarquait la même équipe que le matin. Mais à l'heure du départ, on constatait que les pontes de la SNCF (prévenus par les RG), cravates au vent, s'agitaient nerveusement sur les

quais, assistés (hasard ?) de M. Virgoulay, l'adjoint au maire (coco) dont le sourire sarcastique ne présageait rien d'enchantant. En effet, au dernier moment, les tabasseurs assermentés déboulèrent pour nous éjecter avec la violence qui les caractérise, et leurs acolytes nous accueillèrent sur le quai. Matraqués, menottés pour certains d'entre nous, insultés puis traînés jusqu'au car sous les regards outrés des voyageurs. Deux heures plus tard, tout le monde était relâché mais l'un d'entre nous, après avoir eu le visage tuméfié, se vit, comble de la démesure, inculpé de rébellion, insulte à agent et tentative de délit de fuite (le procès du 11 mai est repoussé à une date ultérieure). Voici donc le constat d'une journée que l'on voulait pacifique mais déterminée.

Suite aux violences déjà subies depuis le début du mouvement, les cogneurs ont atteint ici le sommet. 15 jours auparavant, les nomades s'insubissaient le même sort. Qu'en sera-t-il pour les sans-papiers qui occupent actuellement l'église Jeanne-d'Arc, que la préfecture laisse croupir? Comme seule réponse, le gouvernement abuse de la répression, et avec la coupe du monde qui vient, il faut s'attendre encore à du matraquage. L'Europe du fric ne nous concocte pas non plus un avenir radieux, l'internationale des capitalistes, soutenue par la gauche plurielle, élabore un fascisme grandissant sous le couvert démocratique. Il est urgent de consolider les luttes dans l'unité en passant à l'action directe, seule perspective efficace pour l'édification de jours meilleurs.

Des chômeurs de Clermont

NANCY

Contre l'homophobie : un collectif en devenir

C'EST L'APPEL de quelques associations homosexuelles de Nancy (Homonyme, Les Sœurs, Les Biens nés...) qu'un collectif de lutte contre l'homophobie et pour la reconnaissance des droits gays et lesbiens (1) a vu le jour depuis quelques semaines dans notre région.

Ce collectif, dont la F.A. de Nancy est membre, a pour but de lutter contre toutes les formes de discriminations quelles qu'elles soient : physiques, sociales, politiques... et de lutter pour la reconnaissance du Contrat d'union sociale dont le projet de loi va être déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de l'année par Mme Guigou, dont les dernières déclarations laissent perplexes.

Celle-ci a en effet affirmé (journal de France Inter du 27 avril 1998) que ce contrat permettrait à tous les couples hétérosexuels (désireux de ne pas se marier) et homosexuels de pouvoir régler leur problèmes fiscaux, successoraux et sociaux, mais qu'il est hors de question pour ces derniers d'avoir la possibilité d'adopter des enfants afin de « lever toute ambiguïté et pour ne pas toucher aux ordres symboliques des choses concernant la filiation. »

Notre ministre de la Justice ne serait-elle pas homophobe? Rappelons que la pétition de Michel Pinton, maire de Felletin (Creuse), d'après un texte d'Isabelle Seneider, membre d'une association familiale catholique (2), contre

ce Contrat d'union sociale est signé par 12 000 de ses confrères...

Tous ces braves élus qui finalement se comportent en homophobes en ne donnant pas la parole aux homosexuels qu'ils soient pour ou contre ce fameux contrat, quand et où ont-ils laissés s'exprimer les premiers concernés?

En tous cas pas à Nancy, où ce dernier dimanche d'avril, en souvenir de la déportation, quelques membres du collectif se sont rendus sur les lieux de la cérémonie afin d'y déposer une gerbe à la mémoire des déportés homosexuels.

Nous nous sommes vu refusé par M. Denis, préfet de Meurthe-et-Moselle, le droit d'assister à cette commémoration car nous arborions le triangle rose, signe distinctif des déportés homosexuels. Par contre, nous avons été autorisés à déposer nos fleurs une fois la cérémonie officielle terminée et la place nettoyée de tous ces uniformes! Et tous les ans, c'est la même chose...

Depuis 1954, le protocole en place tend à nier la déportation des homosexuels en tant que tels, alors que des témoignages comme celui de Pierre Seel dans son livre (3) prouvent le contraire.

La discrimination encore et toujours

N'est-ce pas là une fois de plus un signe de discrimination de la part de nos élus, ou de leurs représentants, qui ne veulent pas inscrire dans leurs cérémo-

nies officielles ce fait historique? N'est-ce pas là un fait de négation digne du Front national? C'est pourquoi la F.A. de Nancy soutient ce collectif. Ce combat s'inscrit dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion, visant à combattre le fascisme sous tous ses visages.

Un visage militaire ce dimanche matin, que nous étions tout de même quatre à démasquer. Quatre à brandir des affichettes sous les yeux des officiers: « Plus de déportations ni d'expulsions ».

Un message clair mais que les flics et les militaires n'ont pas su lire. Car les seules manifestations de sympathie que nous avons reçues sont celles d'anciens déportés ou de simples civils. Certains d'entre eux ont d'ailleurs pu assister à la commémoration avec l'insigne des déportés politiques (triangle rouge) dont il n'est pas question de nier l'existence. Déjà victimes de ségrégation durant cette triste période, les homosexuels sont aujourd'hui encore discriminés, quoi qu'en disent mesdames et messieurs les représentants du peuple. Alors qui fait le jeu du Front national?

Nathalie et Stéphane
groupe J.-R. Caussimon (Nancy)

(1) Collectif lorrain de lutte contre l'homophobie et pour la reconnaissance des droits gays et lesbiens. c/o Aides Lorraine sud. 3, rue de Chateau Salin, 54 000 Nancy.

(2) A.P.P.F. : Association pour la promotion de la famille.

(3) *Moi Pierre Seel, déporté homosexuel* (Calman Lévy).

• A G E N D A

lundi 11 mai

• **ROUEN** : Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise une **réunion publique sur l'éducation** avec un membre de l'école libertaire Bonaventure à 20 h 30 à la Halle aux toiles.

12, 13, 14 mai

• **TOULOUSE** : Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste vous invite à l'**expo-vidéo sur Mai 68** à l'Athénée Albert-Camus, 36, rue de Cugnax, de 17 à 20 heures.

mardi 12 mai

• **EVREUX** : Conférence animée par J.-M. Raynaud (école Bonaventure) sur **l'éducation, enjeu de société** à 20 h 30 1, rue Isambard. Association « Grain de pollen » - Comité contre le chômage et la précarité.

mercredi 13 mai

• **ANNEMASSE** : Le groupe libertaire organise une conférence-débat sur **les dangers de l'institutionnalisation du fascisme** avec Philippe Pelletier (co-auteur de la brochure « Du fascisme au post-fascisme ») à 20 h 30, salle de la gare routière (en face de la gare).

vendredi 15 mai

• **BESANÇON** : Le groupe Proudhon de la F.A. et les *Sorcières Sans Frontières* organisent une conférence publique sur le thème « **1968-1998 : Féministes tant qu'il le faudra...** » à 20 h 30 à la salle Bidault (Kursaal).

• **METZ** : Le collectif libertaire (C.N.T., F.A., S.C.A.L.P.) organise une conférence-débat à propos du **Chiapas** à 20 h 30 à l'Oscar bar. Après le débat aura lieu un concert rock avec trois groupes locaux.

• **MONTPELLIER** : Le groupe « Un autre futur » de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème « **l'avortement : historique et actualité des luttes** » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

samedi 16 mai

• **AVIGNON** : Le syndicat interco de la C.N.T. co-organise, avec le théâtre du Chêne Noir et le cinéma Utopia la projection du film de William Klein **Grand soir et petits matins** qui sera suivie d'un débat sur Mai 68, à 20 heures au Chêne Noir, 8 bis, rue Sainte-Catherine.

• **CHELLES (77)** : Le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat à propos du **livre noir du communisme** avec deux des auteurs (Jean-Louis Panné et Sylvain Boulouque) à 20 h 30, 1bis, rue Emilie (près de la gare).

• **LYON** : L'Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste appelle dans le cadre de la **Journée d'action des sans-papiers**, à un rassemblement de solidarité à 15 heures place Bellecour.

• **OLÉRON** : L'école libertaire Bonaventure organise une **Journée portes ouvertes** de 9 à 17 heures, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron. tél-fax : 05-46-75-08-92.

• **PARIS** : La coordination des travailleurs précaires organise des **Etats généraux des travailleurs précaires**, de 10 à 17 heures à la Bourse du travail, 67, rue de Turbigo, salle Léon Jouhaux.

• **PARIS** : La Fédération anarchiste participera à la **manifestation des sans-papiers**, à partir de 14 heures place de la République.

• **SAINT-ETIENNE** : Le groupe Nestor Makhno de la Fédération anarchiste participera au débat qui suivra la projection de **Mémoires d'immigrés**, au cinéma Le France, 8, rue de la Vaise.

mercredi 20 mai

• **PARIS** : Le groupe Francisco Ferrer de la F.A. et le groupe André Lorulot de la Libre Pensée organisent un débat à 20 heures sur le thème **Anarchisme et Libre pensée** au 12, rue des Fossés-Saint-Jacques.

vendredi 22 mai

• **SAINT-ETIENNE** : Le groupe « les Asturies » vous invite à un **débat public sur l'immigration** à 20 h 30 à sa librairie « la mauvaise graine » (2, rue Paillon).

samedi 23 mai

• **ARGENTEUIL (95)** : Les amis de Pierre Kropotkine invitent à une conférence-débat avec le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste sur le thème « **Du féminisme** » à 18 heures. salle Ambroise Croizat, 21 rue Defresne-Bast.

abonnez-vous! abonnez-vous! • abonnez-